

Suppression de l'AME : battre un racisme inhumain et imbécile

De Gaza à Paris, on mesure l'état d'une société à la manière dont elle traite ses malades et ses blessés.

Là-bas, au nom de la « lutte contre le terrorisme », on bombarde et on prive les hôpitaux des moyens de fonctionner, condamnant ainsi à mort des civils malades.

Ici, avec la suppression de l'AME (Aide Médicale d'Etat), on voudrait priver les immigrés sans papiers de l'accès aux soins, une discrimination abjecte car il en va de la santé et de la vie de milliers d'êtres humains.

Pour tenter de reconquérir les électeurs de Le Pen en reprenant ses propositions, la droite, majoritaire au Sénat, avec l'appui de Darmanin, a voté la suppression de l'AME, qui permet aux étrangers sans papiers d'accéder aux soins. Les sénateurs lui substituent une « aide médicale d'urgence » qui n'est en aucun cas une couverture maladie.

En plus d'être raciste et inhumaine, cette mesure, si elle était adoptée, serait une décision absurde. Loin des fantasmes de l'extrême droite qui la décrit comme un appel d'air pour l'immigration et une ruine pour la Sécurité sociale, l'AME (1,2 milliard d'euros) représente 0,5% des dépenses de l'assurance maladie. Plus de 43% des sans-papiers n'en bénéficient même pas alors qu'ils y ont droit.

À l'inverse, sa suppression aurait pour conséquence immédiate de faire aboutir « en urgence » à l'hôpital, pour des soins inévitablement coûteux, des personnes qui auraient pu être soignées plus tôt. Cette mesure représenterait même une atteinte à la santé de tous, les virus et bactéries ne faisant eux pas de discrimination. Ce sont de telles mesures qui creusent les inégalités sociales et de santé et accroissent les risques d'épidémie. Ne pas soigner un sans-papier atteint de tuberculose, c'est accroître le risque de développer la maladie dans toute la population.

Plus de 4 500 médecins et soignants appellent à la désobéissance civile et s'engagent à « continuer de soigner gratuitement les malades sans papiers, si l'AME devait disparaître ».

80 organisations (syndicats, mutuelles, associations) regroupées au sein du Tour de France de la santé affirment leur exigence « d'un dispositif unique de protection maladie pour toute personne sur le territoire, sans aucune discrimination » avec « une seule et même carte Vitale pour toutes et tous... ».

Une exigence qui, par la mobilisation, face à une macronie divisée, peut et doit être gagnée.

Rouge Émeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°129
24 novembre
2023

Stop à la machine de guerre israélienne ! Cessez-le-feu total et durable à Gaza !

Depuis 49 jours, une écrasante machine de mort est en train de balayer la bande de Gaza. Ni les vieillards épuisés, ni les bébés dans les couveuses, ni les hôpitaux, ni les écoles de l'UNRWA, ni même les poètes, comme Mosab Abu Toha, rien ne semble pouvoir l'arrêter. Même après cet « accord » entre Hamas et Israël, la trêve n'est que partielle et éphémère.

Des jours et des nuits se sont écoulés au rythme des bombes qui sont tombées sur la tête des GazaouiEs et l'État israélien s'est transformé en bulldozer sans âme ni raison. À Gaza, plus de 14 000 Palestiniens, dont 5 600 enfants et 3 500 femmes ont été assassinés, tandis qu'en Cisjordanie, c'est près de 200 Palestiniens qui ont été tués par les colons et l'armée israélienne et des milliers d'autres qui ont été arrêtés et emprisonnés arbitrairement en « détention administrative ». C'est donc bien un massacre de grande ampleur et un nettoyage ethnique revendiqué qui se déroule sous nos yeux.

Le gouvernement d'Israël veut en finir avec la bande de Gaza

Il suffit d'écouter les dirigeants israéliens, mais aussi les généraux, les éditorialistes pour s'en convaincre : pour eux, Gaza, si ce n'est toute la Palestine, doit être rayée de la carte. À tel point que chacun rivalise d'imagination pour en finir au plus vite. Ainsi, l'ex-général Giora Eiland en est à espérer que des épidémies frappent les quelque 1,7 million de réfugiés dans le sud de la bande de Gaza, ce qui permettrait d'accélérer le nettoyage et de soulager le travail des soldats israéliens. La ministre israélienne du Renseignement propose officiellement que la communauté internationale prenne en charge la relocalisation « volontaire » des 2 millions de GazaouiEs ! En plein direct, le présentateur vedette de la Chaîne 14, le CNews local, promet qu'Israël attaquera Gaza, puis le Liban, puis l'Iran et que le nombre d'Arabes tués sera « inimaginable ». Et malheur à ceux qui s'opposeront au délire de puissance et de mort israélien, peu importe où ils se trouveront, « aux États-Unis ou dans le reste du monde », le journaliste n'a qu'une sentence : la mort et la destruction.

Des centaines de milliers de manifestantEs dans de nombreux pays

Pourtant, nombreux et nombreuses sont celles et ceux qui s'opposent à Israël et à son terrible projet. Partout dans le monde, de New York à Pretoria, de Londres à Rio de Janeiro, de Paris à Casablanca, des centaines de milliers, des millions de personnes se lèvent contre la barbarie et crient : « **Free Palestine !** » Et cette pression des peuples a commencé à porter ces fruits :

- De nombreux pays, dans le Sud, exercent des pressions sur l'État israélien, comme le Brésil ou l'Afrique du Sud qui ont rompu leurs relations diplomatiques et se déclarent prêts à saisir la Cour pénale internationale (CPI) des crimes d'Israël.
- Même, en France, la présidente de l'Assemblée nationale a dû revenir sur son soutien inconditionnel à Israël tandis que Macron parle désormais d'un cessez-le feu.
- Aux États-Unis, Biden en est à promettre un État palestinien réunifiant Gaza et la Cisjordanie et à menacer les colons israéliens.

« L'accord » permettant l'échange de quelques dizaines d'otages contre des prisonniers et une trêve de 4 jours est une pause humanitaire naturellement bonne à prendre mais aussi à mettre au compte de la panique des dirigeants internationaux face à la colère des peuples.

Maintenons la pression ici comme partout dans le monde

Il faut donc redoubler de persévérance ! Il faut obtenir un **cessez-le feu total et durable** ainsi que l'**arrêt du nettoyage ethnique israélien**. Il faut faire monter la solidarité internationale partout. Depuis nos villes, nos entreprises, nos syndicats, nous devons tendre nos volontés vers Gaza et la Palestine ! Coordonnons nos actions ici, à l'échelle européenne, à l'échelle mondiale !

Des initiatives sont prévues dans les prochains jours et partout dans le monde le 2 décembre pour Gaza.

Bientôt nous y enverrons des convois portant la solidarité concrète des hommes et des femmes libres de la terre entière !

A l'appel de l'Association France
Palestine solidarité

Sam. 25 novembre
RASSEMBLEMENT

15h - SAINT-MALO
Esplanade Saint-Vincent



Pour prendre contact avec le NPA :

npasaintmalo@gmail.com

avec Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE



BREVES DE PONTONS



A nouveau, l'association France Palestine Solidarité organisait un rassemblement samedi 11 novembre à Saint-Malo. A nouveau ce fut un succès. Un peu plus de monde que le 29 octobre (150 personnes). Mais davantage de visages non connus.

Un rassemblement plus dynamique avec ce « cercle de justice » qui occupait la quasi totalité de l'esplanade Saint-Vincent et permettait de nombreuses et variées prises de paroles...

D'où un encouragement à ne rien lâcher pour exiger un cessez-le-feu immédiat dans la bande Gaza et la fin de la colonisation en Cisjordanie.

D'où un nouveau rassemblement convoqué le **samedi 25 novembre de 15h à 17h, toujours esplanade Saint-Vincent à Saint-Malo.**

12 novembre: une manif qui soutenait davantage la politique agressive d'Israël que la communauté juive et qui a brouillé des repères politiques essentiels

Dans la situation présente, qu'il y ait lieu de dénoncer et combattre la flambée actuelle des actes antisémites en France, n'est pas insensé.

Mais l'initiative prise par les président.es des deux chambres parlementaires et relayée ici par la ville de Saint-Malo ne faisait pas que répondre à la nécessité de se solidariser avec la communauté juive. Elle occultait une autre nécessité du moment, celle d'affirmer la solidarité et la compassion avec le peuple palestinien, qui est en train de se faire massacrer dans la bande de Gaza et donc d'appeler clairement à un cessez-le-feu immédiat. De ce fait, la manifestation parisienne du 12 novembre, ainsi que celle tenue dans la même configuration à Saint-Malo, ne pouvait contribuer à faire baisser la tension. Rappelons quand même que c'est le gouvernement français, en interdisant pendant plusieurs semaines toute initiative publique de solidarité au peuple palestinien, y compris ici à Saint-Malo, qui a contribué à exacerber les tensions dont son victimes des personnes de confession ou de culture juive.

Ces manifestations qui était essentiellement dirigées contre l'antisémitisme et non contre le racisme revenaient donc, en instrumentalisant la souffrance de la communauté juive, à tracer un trait d'égalité entre rassurer les juif.ves de France et soutenir plus ou moins « inconditionnellement » les actes de l'État d'Israël à Gaza et en Cisjordanie.

De surcroît, les manifestations du 12 novembre, en raison de la configuration que leur a donnée la droite gouvernementale et LR, ont été conçues de telle sorte qu'on pouvait manifester contre l'antisémitisme – qui est une forme de racisme – aux côtés de racistes, membres du RN ou du parti de Zemmour. Cela a été particulièrement visible à Rennes et cela constitue un recul politique majeur d'autant qu'une partie de la gauche institutionnelle a de facto accepté cette union sacrée avec la droite gouvernementale et l'extrême droite.

Il est regrettable que les délais n'aient pas permis d'organiser localement une initiative permettant au « peuple de gauche » de manifester sa solidarité avec la communauté juive, parallèlement avec son soutien au peuple palestinien et la dénonciation de tous les racismes.

Car au final, ces manif du dimanche 12 novembre, effaçant des repères politiques majeurs, auront eu un résultat délétère, celui d'ouvrir la porte à un glissement de l'opinion à droite voire à l'extrême-droite. DB

Samedi 25 novembre journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Le tract unitaire rennais est disponible par <https://www.anticapitaliste-35.org/Samedi-25-novembre-journee.html>



ARGENTINE: le pire des scénarios s'est concrétisé

La victoire électorale du libertarien réactionnaire et fascisant Javier Milei annonce une période très dure pour tout le mouvement social et les classes populaires d'Argentine. Elle augure d'attaques d'une ampleur sans précédent depuis la fin de la dictature en 1983, contre le niveau de vie des travailleursEs et leurs conquêtes sociales, contre les libertés démocratiques et les droits humains. Le programme de Milei est, sur certains aspects, encore **plus inquiétant que celui de Trump ou Bolsonaro** et s'inscrit dans un contexte de consolidation des extrêmes droites au plan mondial, tel qu'on a pu le constater récemment au Brésil, au Chili, en Italie, en France ou aux États-Unis notamment.

Cela présage d'une répression massive contre toutes les dissidences, les militantEs et les mobilisations collectives émancipatrices. Même si le nouveau président élu reste minoritaire au parlement, il a reçu le soutien clair de la droite libérale et de nombreux représentantEs des classes dominantes. Ce basculement politique est le fruit d'un **rejet radical dans de larges franges de la population de la « caste »** incarnée durant ce scrutin par l'ex-ministre de l'Économie Sergio Massa, à la tête d'une coalition de centre-gauche. C'est en effet le gouvernement sortant, se référant au péronisme, qui a produit la politique austéritaire et néolibérale responsable du **désastre économique, de l'hyperinflation et de l'explosion de la pauvreté**. Il est le principal responsable de ce résultat catastrophique.

Nous assurons de notre solidarité pleine et entière le peuple et les gauches argentines dans les luttes à venir contre Milei et son monde : celles des résistances populaires face aux réformes économiques ultra-libérales et de régression sociale qui vont pleuvoir (avec la promesse du démantèlement des services publics ou encore la légalisation de la vente d'organes), celles des féministes pour la défense des droits des femmes et de l'IVG (que Milei tient pour des « privilèges »), celles des peuples autochtones qui ne manqueront pas d'être la cible du futur gouvernement. Nous appelons d'ores et déjà à dénoncer toutes les mesures anti-démocratiques que cet intégriste du marché tentera assurément de mettre en place.

La victoire électorale des ultra-libéraux fascistes en Argentine est à méditer. Là-bas comme ici, l'heure est à la création de fronts de résistance sociale et politique larges pour affronter réactionnaires, fascistes et ultra-libéraux de tous poils qui prétendent nous entraîner dans une guerre de toutEs contre toutEs au service du capital.

21 novembre

Voulons-nous vivre dans une société raciste, sécuritaire et anti-sociale ? Ou allons-nous nous battre pour défendre nos libertés, l'égalité et la solidarité ? C'est effectivement l'enjeu qui se profile pour les semaines qui viennent alors que le projet de loi Darmanin sur l'immigration est examiné au Parlement.

La suppression de l'AME (voir p1) montre à quel degré de brutalité sont capables d'aller les droites dans leur logique de déshumanisation raciste. Car ce projet de loi est une offensive sociale et politique d'ampleur qui concerne plus de surveillance policière, plus de dumping social, plus de centres de rétention, la limitation des libertés et l'exploitation sans frein...

C'est pourquoi, des actions et rassemblements sont prévus le **18 décembre** pour empêcher cette loi, à l'occasion de la Journée internationale des migrant-e-s.



N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre page facebook

<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>